

Irrigation → Près de 100 participants étaient réunis ce 23 janvier au CFP de Brens pour évoquer les enjeux de l'irrigation et de la gestion de l'eau dans le Tarn après une campagne 2005 parfois tendue mais qui a débloqué des projets.

Faciliter la gestion collective de l'eau par le stockage de la ressource

Le cadre de l'amphithéâtre du Centre de Formation professionnelle de Brens, aux tonalités bleu profond se prêtait tout à fait à cette journée sur l'irrigation et la gestion de l'eau que la FDSEA et la Chambre d'Agriculture du Tarn ont co-organisé lundi 23 janvier. Les producteurs irrigants du Tarn ont d'ailleurs très bien répondu à l'invitation puisque près de 100 personnes ont participé aux travaux de cette journée présidée et introduite par Bernard Delsuc, président de la section irrigants de la FDSEA : «*Les années 2003 et 2005 ont été très marquantes pour les producteurs. Elles ont montré tout l'enjeu que représentait une bonne gestion de la ressource en eau et l'impact que des restrictions pouvaient avoir sur le revenu des exploitations. Elles démontrent aussi l'urgence qu'il y a à créer de la réserve en eau pour faciliter cette gestion. Il était important de faire cet hiver le point entre producteurs pour bien connaître les principes de gestion, voir ce qu'on peut améliorer mais aussi réaffirmer nos pratiques responsables et l'indispensable nécessité du stockage.*»

Une profession responsable dans une conjoncture difficile

Jean-François Delsuc, conseiller spécialisé de la Chambre d'Agriculture, a donc rappelé à l'assemblée les principes de la gestion de l'eau par bassin versant établie depuis la loi sur l'eau de 1992. «*Des arrêtés cadre fixent pour chaque grand bassin versant un Débit d'Objectif d'Etiage (DOE) – débit qui permet à tous les usages de l'eau d'être assurés et un Débit de Crise (DCR) – débit sous lequel il ne faut pas passer pour ne pas mettre en péril l'alimentation en eau potable et la vie de la rivière qui sont prioritaires.*» Pour chaque bassin, il est donc défini au niveau des différents points de mesure des DOE et des DCR ainsi que des seuils intermédiaires qui entraînent des restrictions progressives notamment pour l'irrigation. Lors des périodes d'étiage, des Comités de gestion hydraulique réunissent régulièrement l'administration et l'ensemble des usagers de l'eau pour faire le point sur les débits et se concerter sur d'éventuelles mesures à prendre en fonction des tendances et du contexte.

«*Ces décisions prennent en compte la pluviométrie, les débits, les tendances météorologiques, la ressource en eau mobilisable pour le soutien d'étiage et les circonstances particulières à cha-*



Une partie de l'assemblée dans l'amphithéâtre du CFP de Brens.

que bassin». Une analyse des réserves mobilisables, de l'évolution des débits et des mesures prises a donc été présentée pour chaque bassin versant du département pour l'année 2005. Elle a montré que les faibles précipitations avaient conduit à des baisses de débits assez rapides dans la saison mais que des concertations avaient pu être trouvées de façon à limiter l'impact des mesures pour les producteurs irrigants. Les épisodes orageux de mi-août ont finalement permis de bien terminer une campagne dont la fin aurait sans doute été très compromise. Bernard Delsuc de préciser : «*il faut reconnaître que la gestion de cette année s'est faite dans une esprit constructif et que l'administration mais aussi EDF par la gestion de ses réserves en eau nous a permis d'éviter des restrictions plus dures.*» L'assemblée a également fait remarquer que les producteurs avaient assumé leur responsabilité, certains ayant réduit leur assolement irrigué et l'ensemble ayant respecté les mesures de restriction. Le débat s'est instauré sur les modalités d'application des mesures (restrictions en pourcentage de débit ou en temps d'irrigation). Mais le consensus s'est fait autour de la nécessité du respect des restrictions. «*C'est un enjeu collectif fort !! Le bon respect des premières mesures évite ou ralentit l'augmentation des restrictions.*»

Stockage de la ressource : enjeu majeur de la gestion de l'eau

Comme le précisait Jean-François Delsuc, l'analyse par bassin versant montre à quel point la réalimenta-

tion des cours d'eau permet d'assurer des périodes d'étiage beaucoup plus sereines pour les irrigants et tous les usagers. Les exemples positifs de l'Agoût (convention de destockage avec EDF financée par les agriculteurs), du Sor ou de la Vère mettent d'autant plus en exergue les difficultés rencontrées notamment sur les bassins du Tarn ou du Tescou. Aussi, la FDSEA, la Chambre d'Agriculture et les producteurs concernés font de cette création d'ouvrages, leur cheval de bataille. Trois dossiers sont aujourd'hui en cours dans lesquels le Conseil Général, représenté par Georges Paulin, s'implique en tant que financeur et maître d'ouvrage. Christian Galzin a ainsi présenté le projet d'action de financement de retenues collinaires de taille limitée (20 000m³) que le Conseil général devrait entériner prochainement. Laurent Viatgé et M. Paulin ont rappelé l'historique du projet de la retenue de Sivens sur le Tescou qui à la faveur de la mobilisation des producteurs locaux cet été a connu une importante accélération et peut espérer voir une mise en eau en 2009. Enfin, Pierre Vincens et Laurent Mauriès ont expliqué le travail réalisé par un groupe d'agriculteurs afin d'accélérer la mise en œuvre d'un Plan de Gestion des Etiages pour le Tarn. Ce plan rentre désormais dans une phase plus opérationnelle pour des décisions définitives après études en 2008.

«*Il est vrai que nous sommes sur un projet à long terme ou la concertation doit être trouvée entre l'ensemble des usagers*» a précisé Pierre Vincens. Comme l'expliquait Laurent Mauriès. «*Cela ne nous empêche pas de travailler à des projets plus rapides qui pourront ensuite s'intégrer dans le PGE.*» Pour Jean-Jacques Chassagnou, vice-président de l'AGPM irrigants : «*toutes les initiatives permettant de favoriser la gestion de l'eau doivent être explorées et adaptées à la situation du bassin.*»

Des exemples de gestion concertée et réussie

Après une information syndicale nationale que Céline Fournier (AGPM-Irrigants) a présenté sur les projets de loi sur l'eau et la communication professionnelle (voir p.3). L'après-midi a été consacrée à la présentation de gestion collective réunie. Jean-Jacques Chassagnou, initiateur du projet et Yohan Sees technicien en charge à la Chambre d'Agriculture de Dordogne ont expliqué la gestion par tours d'eau mise en place sur 14 petits bassins versants représentant 215 irrigants. Cette ges-

tion permet de limiter les accoups de prélèvements sur les petits cours d'eau et est donc moins néfaste pour le milieu mais aussi favorable aux producteurs car elle retarde les restrictions. En effet, comme l'explique Yohan SEES «*chaque année et pour chaque bassin, on définit de façon concertée en fonction de la surface irriguée, du niveau d'équipement de pompage, du type de production, mais aussi d'autres facteurs plus particuliers à chaque exploitant, le temps nécessaire chaque semaine pour irriguer toute sa surface. C'est sur la base de ce temps que sont définis les tours d'eau et les restrictions éventuelles afin que chaque jour le même débit soit prélevé sur la rivière.*» Jean-Jacques Chassagnou de conclure «*le travail de préparation est très important pour que chacun trouve une solution adaptée. Mais il est évident que ces tours d'eau volontaires nous ont permis d'éviter restrictions administratives plus dures.*»

Enfin, Philippe Boissel a présenté tout le travail mené sur la Vère, qui grâce à la création de la réserve de Fourouque a permis d'éliminer les problèmes de gestion quantitative de l'eau. La surface irriguée a même sensiblement augmenté sans souci pour le débit de la Vère. «*Lorsque la question du débit est réglée et que tous les usages peuvent être assurés, on peut aussi travailler sur des problèmes de qualité de l'eau et de restauration des berges et du patrimoine.*» Une intervention qui a permis à Bernard Delsuc de conclure la journée en expliquant que la gestion de l'eau passait par la bonne coexistence des 4 eaux (eau potable, eau industrielle, eau agricole, eau pour la vie aquatique). Une bonne coexistence qui demande une bonne gestion de l'étiage mais surtout la création d'ouvrages de stockage dans un pays qui ne manque pas d'eau. En forme de Boutade conclusive, il expliquait «*les patates, on ne les récolte qu'une fois par an mais on en mange toute l'année parce qu'on les stocke !!*»

A. POUSTHOMIS (FDSEA81)

Gestion

Jean-François Delsuc : «*Des arrêtés cadre fixent pour chaque grand bassin versant un Débit d'Objectif d'Etiage (DOE) – débit qui permet à tous les usages de l'eau d'être assurés et un Débit de Crise (DCR) – débit sous lequel il ne faut pas passer pour ne pas mettre en péril l'alimentation en eau potable et la vie de la rivière qui sont prioritaires.*»

Repères

■ Les précipitations et le niveau des réserves

Sans faire de catastrophisme comme certains médias ou associations, un regard objectif sur le niveau de précipitations de l'année et des années précédentes montre que nous sommes quand même dans un cycle sec. Ainsi, après la sécheresse et la canicule de 2003 et une année 2004 normale, le déficit de l'hiver 2004 a conduit à des situations tendues pendant l'été 2005. Si sur le dernier trimestre 2005 les précipitations sont quasiment comparables à celles d'une année normale, elles n'ont pas permis de rattraper les retard accumulés ces dernières années. Globalement, Jean-François Delsuc chiffre à environ 15% le déficit cumulé de précipitations par rapport à la normale sur les 3 dernières années. «*C'est un chiffre significatif qui explique que l'eau de l'automne a surtout servi à reconstituer la réserve des sols plutôt qu'à alimenter les ouvrages de stockage. Ainsi, si la plupart des ouvrages ont de bonnes chances d'être remplis d'ici la fin du printemps, certains comme St Géraud ou la Bancallé sont dans des situations plus critiques.*» Il faut espérer – et c'est tout à fait possible – que les précipitations de l'hiver et du printemps seront avec nous cette année.

Zoom sur...

La communication professionnelle



Céline Fournier et Jean-Jacques Chassagnou (AGPM-Irrigants) ont présenté la stratégie de

Jean-Jacques Chassagnou, organisations professionnelles nationales qui avait du se développer pour faire face aux attaques importantes et souvent infondées que subissait l'irrigation, avec en fer de lance l'UFC Que-Choisir. «*Dorénavant, nous répondons systématiquement à toute attaque sur quelque média que ce soit. Nous rappelons les journalistes pour réexpliquer la politique de l'eau, les pratiques agricoles et l'importance économique et territoriale de l'irrigation.*» FNSEA, AGPM et

APCA travaillent aussi à la rédaction d'un livre bleu - qui sera diffusé largement aux agriculteurs - et qui permettra à chaque producteur de disposer de repères et d'arguments chiffrés et précis pour expliquer ce qu'il représente l'irrigation et tordre le cou aux idées reçues. «*Il devrait être prêt vers la mi-février.*» A précisé Céline Fournier : «*C'est un document que chacun doit s'approprier pour communiquer avec son entourage non agricole.*» Jean-Jacques Chassagnou a également insisté sur la nécessité de communiquer hors période de crise pour expliquer nos politiques de gestion de l'eau. «*En période d'étiage, les médias veulent du sensationnel et on est peu audibles.*»